

(A)

(N° 148.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 FÉVRIER 1914.

Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1914 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. de JONGHE d'ARDOYE.

MESSIEURS,

Le projet de budget du Ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1914, s'élève à fr. 5,427,091
Celui de 1913 s'élevait à 4,990,686

Soit pour 1914 une augmentation de fr. 456,405

Cette majoration se répartit comme suit :

Chap. I^r, art. 2. Personnel des bureaux : traitement, indemnités pour travaux extraordinaires et secours : 8,105 francs.

L'augmentation est demandée aux fins d'accorder au personnel les promotions et augmentations de traitement normales et de parfaire la somme nécessaire pour la rémunération du personnel nouveau attaché au service de l'Exposition permanente de Laeken (pavillon chinois).

Art. 3. Matériel : 1,000 francs.

Destinés aux frais de reliure des archives politico-commerciales, dont le classement est commencé.

L'allocation de 1,000 francs en charge temporaire est maintenue pour continuer le recollement et la mise en état des collections de la Bibliothèque.

Chap. II, art. 6. L'augmentation est de 10,000 francs.

Cette augmentation résulte de la promotion des chefs de mission au Caire et à Sofia au grade d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

Chap. III, art. 7. Augmentation de 75,000 francs.

(1) Budget, n° 4^v.

(2) La section centrale, présidée par M. Schollaert, était composée de MM. Théodor Vandewalle, de Jonghe d'Ardoye, Cavrot, de Lalieux et Van Cleemputte.

Cette augmentation, la plus forte du budget de 1914, provient des augmentations réglementaires des traitements de certains consuls généraux, promotion de plusieurs consuls et vice-consuls au grade supérieur, nomination de nouveaux agents en remplacement des vice-consuls promus.

Elle vise surtout l'établissement d'un poste nouveau de chargé d'affaires aux Antilles, 29,000 francs, d'un poste de consul général, 18,000 francs et de consul, 14,000 francs dans les Balkans.

Chap. V, art. 9. L'augmentation de 15,140 francs résulte des augmentations normales de traitement, de la création de deux emplois d'élève-interprète en Chine, complément des allocations demandées en 1913 en vue de rémunérer le chancelier à Washington et le commis de chancellerie à Paris.

Art. 10. L'augmentation de 13,160 francs a pour objet de relever certaines allocations devenues insuffisantes, la rémunération de certains emplois subalternes dans les nouveaux postes consulaires.

Art. 11. Le budget prévoit le maintien de l'allocation temporaire d'une somme de 87,000 francs prévue pour les travaux de restauration et d'amélioration qui s'exécutent à l'hôtel de la légation à Paris.

Art. 14. — Cet article prévoit une augmentation de 70,000 francs demandée aux fins d'allouer des indemnités de logement tant à des postes déjà existants qu'aux nouveaux consulats à établir, et de relever les indemnités anciennes qui seraient reconnues insuffisantes.

Chap. VII, art. 20. — Le crédit est diminué de 16,000 francs.

Celui de 1913 comprenait une somme de 38,500 francs en charge temporaire pour frais de première installation à l'annexe du bureau officiel de renseignements. La somme de 15,000 francs aujourd'hui demandée au même titre est nécessaire pour l'achèvement de cette installation.

L'allocation permanente, fixée à 22,500 francs en 1913, est portée à 30,000 francs. Il en résulte au total une diminution de 16,000 francs.

Le projet de budget a été voté dans les six sections.

Voici comment se décomposent les votes :

1 ^e section	11	oui	1	non.			
2 ^e	—	9	—	7	—	3	abstentions.
5 ^e	—	15	—				
4 ^c	—	10	—	10	—		
5 ^e	—	11	—	1	—		
6 ^e	—	15	—	3	—		

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

La section s'est préoccupée à nouveau de la question du logement de nos agents diplomatiques à l'étranger et on semble être assez d'accord pour demander que le Gouvernement acquière partout, au fur et à mesure que l'occasion se présente, des immeubles destinés à loger nos agents diplomatiques et consulaires.

Cette mesure aurait un double avantage :

1^o Elle fixerait d'une manière définitive le siège de la légation. Il arrive, en effet, que par le fait du déplacement d'un ministre, le siège de la légation est transféré dans un quartier tout différent de l'ancien. Il en résulte que nos nationaux de passage à l'étranger sont ainsi astreints à de nombreuses et multiples recherches. Cette situation est profondément regrettable. Il importe d'y remédier;

2^o L'immeuble appartenant à l'Etat, celui-ci pourrait aménager d'une manière pratique les bureaux où doivent travailler les agents des différents grades; ce serait aussi le moyen d'avoir des locaux suffisants pour la conservation des archives et de la bibliothèque.

Le Gouvernement a déjà fait un premier pas dans cette voie; nous ne pouvons que l'en féliciter, mais il faut être pratique et à cet effet, un article devrait figurer chaque année au budget sous forme de « dépenses exceptionnelles ».

Le Gouvernement pourrait ainsi profiter de toutes les occasions pour acquérir les immeubles nécessaires.

En vertu du principe de l'extritorialité, le siège de nos légations est considéré comme une extension du territoire belge.

La Belgique a su conquérir une place de premier ordre parmi les nations; il faut qu'elle l'affirme d'une manière officielle en ayant un siège digne d'elle, partout où elle est représentée.

La question du traitement de nos agents diplomatiques a préoccupé déjà à diverses reprises le Parlement. Nous savons bien que ce sont des motifs d'ordre budgétaire qui empêchent l'honorable Ministre de relever le barème des traitements; il y aurait cependant lieu de tenir compte du coût élevé de la vie dans la plupart des grands pays. Le traitement des secrétaires et conseillers est, sous ce rapport, trop peu élevé dans la plupart des postes et il serait vivement désirable que la question du relèvement général de ce barème fit l'objet d'un examen approfondi.

L'honorable M. Davignon a imposé depuis un an, aux jeunes agents du corps diplomatique, l'obligation de faire un rapport économique, sous peine d'être retardés dans leur avancement.

C'est une excellente mesure, mais, comme le faisait très justement remarquer M. de Ramaix, dans son rapport au Sénat, ces rapports sont publiés avec de trop longs retards. Ils perdent donc de leur utilité et de leur actualité. La grande presse et tous les organes auraient ici un rôle important à jouer et il serait de la plus haute utilité que tous les rapports fussent communiqués, dès leur réception, à la presse et spécialement aux organes périodiques industriels ou commerciaux.

Le Gouvernement rendrait ainsi le plus grand service à notre commerce et à notre industrie et faciliterait la recherche de débouchés nouveaux. La Belgique est certes représentée sur le grand champ de bataille économique par des fonctionnaires zélés, mais il faut aussi que ceux-ci renseignent d'une manière régulière le monde industriel et commercial sur les besoins de ces pays. A cet effet, je forme le vœu de voir M. le Ministre adresser également à

tous les consuls et vice-consuls une lettre circulaire leur réclamant des rapports mensuels sur les besoins des pays où ils séjournent. Ces rapports seraient communiqués au musée commercial comme ceux des agents diplomatiques

Le musée commercial de Bruxelles est, sous ce rapport, trop peu fréquenté par nos industriels et commerçants. Il devrait devenir une véritable bourse de commerce internationale. Nos agents diplomatiques et consulaires devraient lui signaler tous les marchés que notre commerce et notre industrie ont à conquérir. Ils devraient y adresser le cahier des charges de toutes les adjudications qui se font à l'étranger ainsi que des marchés à conclure.

Le *Bulletin commercial*, organe hebdomadaire publié sous les auspices du Ministère des Affaires Étrangères, devrait être beaucoup plus répandu et il est certain que tous nos industriels et commerçants devraient s'y abonner.

Ils seraient renseignés sur les offres et demandes de marchés qui sont faites à l'étranger. Ce serait, sans contredit, un service des plus importants que notre industrie nationale, qui ne peut vivre sans l'exportation, en retirerait.

Le département des Affaires étrangères subsidie déjà largement cette publication, nous ne pouvons que l'encourager dans cette voie.

La carrière consulaire semble prendre tous les jours une importance plus grande dans notre pays.

La décision prise par le Gouvernement de créer un poste de consul général et un poste de consul dans les Balkans a reçu déjà l'approbation générale; nous ne pouvons qu'engager l'honorable Ministre à multiplier le nombre de nos consuls et former le vœu de voir créer le plus tôt possible des postes nouveaux de vice-consul en Turquie d'Asie et au Maroc (à Marakech). Ces deux pays semblent devoir devenir prochainement le champ d'action de l'Europe commerciale. Il faut que la Belgique ait sa part dans la moisson que l'industrie et le commerce auront à glaner.

La Belgique a su conquérir par son industrie, son commerce et par l'activité de ses nationaux, une place prépondérante dans le monde. Elle a le devoir de conserver son rang de cinquième puissance commerciale.

Elle a su, il y a quelques mois, faire des sacrifices immenses en hommes et en argent pour sauvegarder son indépendance; j'ai la conviction que la Chambre sera unanime à fournir au Gouvernement les moyens nécessaires pour continuer à lui assurer ce rang d'honneur.

La section centrale a posé à l'honorable Ministre des Affaires Étrangères diverses questions; voici les réponses qui ont été communiquées.

QUESTION.

Un membre demande comment est composée la garde militaire de la Légation de Pékin.

RÉPONSE.

La garde de la Légation de Belgique à Pékin se compose de trente hommes, dont trois sous-officiers. Elle est commandée par un officier du grade de lieutenant.

La section centrale ayant demandé comment se répartissait le crédit prévu à l'article 16 du Budget de 1913, le Département des Affaires Étrangères a communiqué le tableau ci-après :

NATURE DES DÉPENSES.	Montant des dépenses.
Traitements de disponibilité	18,422.44
Indemnités d'intérim à des agents diplomatiques	12,194.33
Frais relatifs à la Conférence internationale de droit maritime	8,917.50
Frais de diverses missions à l'étranger	4,639.60
Frais de réception, à Anvers, d'officiers de navires étrangers	4,170.50
Indemnités pour situation exceptionnelle à des agents autres que ceux de l'Administration Centrale	3,075 »
Portefeuilles pour conventions	383.25
Total.	51,802.62

QUESTION.

Un membre réclame que tous les consuls parlent le flamand.

RÉPONSE.

La connaissance de nos deux langues nationales est exigée pour l'obtention du diplôme de licencié du degré supérieur en sciences commerciales et consulaires, diplôme qui donne accès à la carrière consulaire *rétribuée*.

Quant aux consuls *non rétribués*, le Département des Affaires étrangères s'attache à les choisir, autant que possible, parmi les Belges, de préférence parmi ceux qui connaissent les langues usitées en Belgique.

La connaissance du flamand est tout particulièrement exigée des agents appelés à exercer leurs fonctions dans les régions où se portent en grand nombre nos compatriotes, soit qu'il s'agisse de pays limitrophes du nôtre, soit qu'il s'agisse de pays de colonisation ou de ports étrangers visités régulièrement par des navires belges.

En fait, un certain nombre de nos consuls non rétribués sont à même de se servir des deux langues nationales ; d'autres, en très grand nombre, ont organisé leur chancellerie de manière à s'assurer le concours de collaborateurs en mesure de correspondre en flamand avec nos compatriotes.

QUESTION.

Le crédit du n° 14 s'élevait :

En 1912.	fr. 150,000
En 1913.	160,000

On demande pour 1914, 190,000 francs.

Nous voudrions avoir des détails sur l'utilisation de ces crédits; c'est-à-dire la nomenclature des diverses dépenses prélevées sur ce crédit en 1912 et en 1913.

RÉPONSE.

Le tableau ci-après fournit les détails de la répartition du crédit inscrit à l'article 14 du budget pour 1912 et 1913.

Il est à remarquer que le tableau pour 1913, arrêté au 6 février 1914, est forcément incomplet, les comptes de l'exercice 1913 ne se clôturant qu'au 31 octobre 1914 et toutes les pièces justificatives des dépenses n'étant pas encore parvenues au Département. (Voir pages 7 et 8.)

Répartition du crédit de 130,000 francs inscrit à l'article 14 du budget pour l'exercice 1912.

BÉNÉFICIAIRES.	Qualité.	Résidence.	Montant de l'allocation.	OBSERVATIONS.
Renoz	Consul général, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.	Buenos-Ayres . .	37,000 »	
Pollet	Consul général . .	Londres . . .	4,000 »	Indemnité.
Bure	—	Moscou . . .	5,500 »	
Ketels	—	Ottawa . . .	2,499.99	
Bourseaux	Vice-Consul gérant .	Ottawa . . .	466.66	
Boeye	Consul général . .	Kharkow . . .	5,500 »	
Forthomme	—	Johannesburg . .	20,000 »	
Janssens	Consul	Hongkong . . .	2,000 »	
Disière	ll. Consul général .	Tientsin . . .	6,000 »	
Bastin	Consul général . .	Yokohama . . .	3,000 »	
Vanderstichele.	Consul	Rotterdam . . .	4,400 »	
Moulaert	—	Hankow . . .	4,522.22	
Goor	—	Alexandrie . . .	750 »	
Verstraeten	Vice-Consul gérant .	Kobé	1,000 »	
Dossogne	Consul général . .	Milan	500 »	
Halewyck	—	Cologne	500 »	
Van Scherpenzeel Thim .	—	Tunis	500 »	
Duckerts	—	Barcelone . . .	4,000 »	
Robyns de Schneidauer .	—	Smyrne	2,500 »	
Smits	Consul	Gothenbourg . .	500 »	
Frère	Consul général . .	Bangkok	4,000 »	
De Waele	Consul	Nouvelle-Orléans	3,000 »	
Drion	—	San Francisco . .	3,000 »	
Cuvelier	—	Bombay	4,000 »	
Le Vionnois	—	La Paz	3,000 »	
Dauge	—	Sydney	2,500 »	
Stadler.	—	Calcutta	4,000 »	
Franck.	—	Manille	2,250 »	
Soubre.	Consul général . .	Saint-Paul . . .	3,500 »	
Pollet	—	Londres	3,608.79	Loyer de la chancellerie.
Dauge	Consul	Sydney	608.84	
de Wouters d'Oplinger .	Vice-Consul	Buenos-Ayres . .	625 »	Indemnité.
			429,634.50	
		Non utilisé. . .	368.50	
		Total	130,000 »	

Répartition du crédit de 160,000 francs inscrit à l'article 14 du budget pour l'exercice 1913.

BÉNÉFICIAIRES.	Qualité.	Résidence.	Montant de l'allocation.	Observations.
Renoz	Consul général, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.	Buenos-Ayres . . .	37,000 »	
Pollet	Consul général . . .	Londres . . .	4,000 »	Indemnité.
Bure	—	Moscou . . .	6,666.66	
Boeye	—	Kharkow . . .	6,000 »	
Forthomme	—	Johannesburg . . .	20,000 »	
Disière	—	Tientsin . . .	4,500 »	
Van Cutsem	Vice-consul . . .	Id. . .	4,250 »	Répartition de l'indemnité de 6,000 francs affectée au poste de Tientsin entre deux titulaires et un intérimaire.
Dauge	ff. de consul général .	Id. . .	250 »	
Bastin	Consul général . . .	Yokohama . . .	2,000 »	
Robyns de Schneidauer	—	Smyrne . . .	2,000 »	
Frère	—	Bangkok . . .	4,000 »	
Soubre	—	Saint-Paul . . .	4,500 »	Répartition de l'indemnité de 6,000 francs affectée au poste de St-Paul entre deux titulaires.
Le Vionnois	—	Id. . .	4,500 »	
Janssens	ff. de consul général .	Hongkong . . .	2,000 »	
De Waele	Consul	Nouvelle-Orléans .	3,000 »	
Drion	—	San Francisco . . .	3,000 »	
Cuvelier	—	Bombay . . .	4,000 »	
Dauge	—	Sydney . . .	2,291.66	11 mois d'une indemnité de 2,500 francs.
Stadler	—	Bombay . . .	4,000 »	
Franck	—	Manille . . .	3,000 »	
Petrement	Vice-consul . . .	La Paz . . .	3,000 »	Intérimaire du poste.
Knight	Vice-consul gérant .	Rotterdam . . .	900 »	Répartition de l'indemnité de 4,800 francs affectée au poste de Rotterdam.
Huylenbroeck	Consul général . . .	Id. . .	900 »	
Ketels	Chargé d'affaires .	Montevideo . . .	6,000 »	
Bourseaux	Vice-consul gérant .	Ottawa . . .	333.33	
Goor	Consul général . . .	Id. . .	4,083.33	
Van Haute	Consul	Hankow . . .	2,000 »	
Feguenné	Vice-consul gérant .	Id. . .	4,666.66	
Guislain	Consul général . . .	Lima . . .	4,466.66	
Van Scherpenzeel Thim	—	Tunis . . .	425 »	
Pollet	—	Londres . . .	3,707.37	Loyer de la chancellerie.
Van Schendel	Vice-consul gérant .	Batavia . . .	3,000 »	
			144,840.67	
Non utilisé au 6 février 1914			18,459.33	
		Total	160,000 »	

QUESTION.

Un membre a demandé si le Gouvernement compte généraliser le système si profitable des échanges, déjà en vigueur entre fonctionnaires de l'administration centrale et du service extérieur.

RÉPONSE.

Le Gouvernement a l'intention de favoriser autant que possible les échanges entre fonctionnaires de l'administration centrale et agents du service extérieur. Il est déjà entré dans cette voie par l'adjonction au ministère d'agents appartenant au service diplomatique ou consulaire et par l'envoi à l'étranger de plusieurs fonctionnaires en qualité de consuls ou consuls généraux. Au surplus, le règlement organique de la carrière consulaire porte que les consuls peuvent être choisis parmi les fonctionnaires de la Direction du commerce et des consulats ayant exercé pendant six années au moins les fonctions de chef de bureau ou des fonctions supérieures.

Le Département des Affaires étrangères est, en principe, favorable à l'extension de cette disposition au corps diplomatique, dans la mesure où les circonstances le permettront; mais avant de modifier dans ce sens le règlement et d'admettre l'équivalence des deux carrières, il désire se rendre compte des conséquences de la mesure adoptée pour les consuls.

Le Département enverra aussi, chaque fois que l'utilité en sera démontrée, des fonctionnaires du service intérieur en mission provisoire à l'étranger, pour assister les ministres dans les négociations des traités ou pour renforcer le personnel des légations dans certaines circonstances.

Un membre a demandé qu'on fasse plus pour le rapatriement des miliciens. Ce désideratum a été transmis à M. le Ministre des Affaires étrangères, qui a fourni les renseignements suivants :

« D'accord avec mon collègue, M. le Ministre de l'Intérieur, je crois devoir attirer l'attention sur les dispositions suivantes que contient la loi de milice :

» 1^e Les jeunes gens en âge de milice qui se trouvent à l'étranger peuvent, sans rentrer dans le pays, faire valoir leurs motifs d'exemption pour causes morales;

» 2^e Par contre, la loi actuelle exige la comparution devant le Conseil d'aptitude, de tous les inscrits non exemptés pour causes morales; la non-comparution entraîne la défaillance. Il est essentiel de remarquer que la situation de ces jeunes gens, qui ont été déclarés défaillants parce que, faute de ressources, ils n'ont pu rentrer dans le royaume, n'est nullement définitive.

» En effet, dès qu'ils sont rentrés en Belgique, ils peuvent faire valoir devant les juridictions contentieuses les motifs d'excuses justifiant leur non-comparution. A cet égard, les juridictions dont il s'agit se montrent très larges et, au surplus, si même leur recours était rejeté, le Roi, sur la pro-

» position du Ministre de l'Intérieur, peut les assimiler aux miliciens ordinaires.

» En fait, nul ne sera appelé sous les armes s'il n'est reconnu apte à servir.

» Nul, non plus, ne sera frappé d'une pénalité quelconque si réellement la défaillance résulte de faits indépendants de sa volonté.

» La loi institue donc, par ce régime de faveur, un véritable sursis d'incorporation comme il existe dans d'autres pays.

» Il en est de même, d'ailleurs, pour les jeunes gens qui ne sont pas seulement défaillants, mais qui sont réfractaires, parce qu'ils n'ont pas pris la peine de se faire inscrire comme miliciens.

» Il semble que ce serait excessif d'aller au delà, par exemple, en permettant de produire des certificats d'inaptitude émanant de médecins étrangers, alors que la loi refuse confiance aux mêmes certificats délivrés par des médecins belges. »

Le rapport a été approuvé en section centrale par 3 voix et 1 abstention.

Le Rapporteur,

V^e JEAN DE JONGHE D'ARDOYE.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.



(Nr. 418.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 FEBRUARI 1914.

Begroting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken
voor het dienstjaar 1914 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER de JONGHE d'ARDOYE.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van begroting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken voor het dienstjaar 1914, beloopt	fr. 5,127,094
Voor 1915 beliep het	4,990,686

Er is dus voor 1914 eene verhoging van fr. 136,405

Deze verhoging betreft de volgende posten :

Hoofdstuk I, art. 2. Ambtenaren : wedde, vergoedingen wegens buiten gewoon werk en hulpgelden : 8,105 frank.

Er wordt een hooger krediet aangevraagd om aan het personeel de gere gelde bevorderingen en weddeverhoogingen te verleenen en de som aan te vullen welke noodig is voor de bezoldiging van het nieuw personeel belast met den dienst der Bestendige Tentoontstelling in het Chineesch paviljoen te Laken.

Art. 3. Materieel : 1,000 frank.

Deze som is bestemd tot het dekken van de inbindingskosten der politiek handelsarchieven, welke thans gerangschikt worden.

Het krediet van 1,000 frank, als tijdelijke last, wordt behouden om de verzamelingen der Bibliotheek verder in goeden staat te brengen.

Hoofdstuk II, art. 6. De verhoging bedraagt 10,000 frank, wegens de bevordering der gezantschapshoofden te Cairo en te Sofia tot den graad van buiten gewoon gezant en gevolmachtigd minister.

Hoofdstuk III, art 7. Er is eene vermeerdering van 75,000 frank.

(1) Begroting, nr 4.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Schollaert, bestond uit de heeren Théodor, Vandewalle, de Jonghe d'Ardoye, Cavrot, de Lalieux en Van Cleemputte.

Deze vermeerdering, de hoogste op de begrooting van 1914, is het gevolg van de geregelde verhogingen der wedden van sommige consuls-generaal, van de bevordering van verscheidene consuls en vice-consuls tot een hogere graad, evenals van de benoeming van nieuwe ambtenaren ter vervanging van de bevorderde vice-consuls.

Zij wordt vooral gewijd aan het oprichten van een nieuwe post van zaakgelastigde op de Antillen (29,000 frank), van een post van consul-generaal (18,000 frank) en van consul (14,000 frank) in de Balkanstaten.

Hoofdstuk V, art. 9. De vermeerdering, die 15,140 frank bedraagt, is toe te schrijven aan de geregelde weddeverhogingen, aan het instellen van twee ambten van leerling-vertolker in China, aan het aanvullen van de kredieten in 1913 aangevraagd ten einde den kanselier te Washington en den kanselarij-klerk te Parijs te bezoldigen.

Art. 10. De vermeerdering, die 13,160 frank bedraagt, heeft ten doel sommige ontoereikend geworden kredieten aan te vullen en sommige lagere bedienden in de nieuwe consulaten te bezoldigen.

Art. 11. Op de begrooting nogmaals uitgetrokken een krediet van 87,000 frank, als tijdelijke last, voor de verbeterings- en herstellingswerken aan het hotel van den gezant te Parijs.

Art. 14. In dit artikel is voorzien eene verhoging van 50,000 frank ; deze is aangevraagd om vergoedingen voor huisvesting te verleenen aan reeds bestaande, evenals aan nieuw op te richten consulaten en tevens om de vergoedingen, die ontoereikend mochten bevonden worden, aan te vullen.

Hoofdstuk VII, art. 20. Het krediet wordt met 16,000 frank verminderd.

In het krediet van 1913 was, als tijdelijke last, begrepen eene som van 38,500 frank voor kosten van eerste inrichting van het bijgebouw van het officieel kantoor voor handelinlichtingen. Thans wordt, met hetzelfde doel, eene som van 15,000 frank aangevraagd om deze inrichting te voltooien.

Het bestendig krediet, in 1913 op 22,500 frank bepaald, wordt op 30,000 frank gebracht. Er is dus, in 't geheel, eene vermindering van 16,000 frank.

Het ontwerp van begrooting werd in de zes afdeelingen goedgekeurd.

De stemmigen werden uitgebracht als volgt :

1 ^e	afdeeling	11	ja,	4	neen.
2 ^e	—	9	—	7	—
3 ^e	—	15	—		
4 ^e	—	10	—	10	—
5 ^e	—	11	—	1	—
6 ^e	—	15	—	3	—

ONDERZOEK IN DE MIDDENAFDEELING.

De afdeeling hield zich nogmaals bezig met de huisvesting van onze diplomatische ambtenaren in het buitenland en, naar het schijnt, is men het nagenoeg eens om de Regeering te verzoeken, overal, naarmate de gelegen-

heid zich voordeet, gebouwen aan te koopen voor de huisvesting van onze diplomatische en consulaire ambtenaren.

Dit zou een dubbel voordeel opleveren :

1º Aldus ware de zetel van het gezantschap voorgoed gevestigd. Thans gebeurt het inderdaad dat, ten gevolge van de verplaatsing van een Minister, de zetel van het gezantschap naar eene gansch andere wijk wordt overgebracht. Daaruit volgt dat onze landgenooten, die zich tijdelijk in het buitenland bevinden, gedwongen zijn lang en herhaaldelijk te zoeken naar gezegden zetel. Dat is een hoogst betreurenswaardige toestand. Daaraan dient een eind te worden gemaakt;

2º Hoort het gebouw aan den Staat toe, dan kan deze de kantoren, waar de ambtenaren der verschillende graden moeten werken, behoorlijk inrichten; zóó ook zou men beschikken over voldoende lokalen tot het bewaren van het archief en van de bibliotheek.

De Regeering deed reeds een eersten stap in die richting; wij moeten haar daarovergeluk wenschen, doch daar men behoeft practisch te zijn, zou men elk jaar op de begroting een krediet moeten uittrekken bij wijze van « uitzonderlijke uitgaven ».

Derwijze zou de Regeering elke gelegenheid kunnen waarnemen om de noodige gebouwen aan te koopen.

Uit krachte van het beginsel van de exterritorialiteit, wordt de zetel van onze gezantschappen beschouwd als Belgisch grondgebied.

België is er toe gekomen, eene plaats van eersten rang onder de volkeren in te nemen; dit behoeven wij te bevestigen door een zetel, ons land waardig, te bezitten overal waar wij vertegenwoordigd zijn.

Herhaaldelijk hield het Parlement zich bezig met de jaarwedde van onze diplomatische ambtenaren. Wij weten wel dat de achtbare Minister den loonstandaard niet kan verhoogen om redenen van financieelen aard; toch zou men delevens duurte in meest al de groote landen in aanmerking moeten nemen. De wedde der secretarissen en gezantschapsraden is, in dat opzicht, bijna overal te laag; ook ware het hoogst wenschelijk dat de algemeene verhoging van dezen loonstandaard grondig werd onderzocht.

Sedert een jaar heeft de achtbare heer Davignon aan de jonge ambtenaren van het diplomatisch korps de verplichting opgelegd, een economisch verslag uit te brengen; zoo niet, zou hunne bevordering vertraagd worden.

Dat is een uitnemende maatregel, doch, zooals de heer de Ramaix terecht in zijn verslag aan den Senaat deed opmerken, deze verslagen worden veel te laat bekend gemaakt. Zóó zijn zij minder nuttig en minder actueel. De groote dagbladen, al de bladen zonder onderscheid zouden hier eene gewichtige rol kunnen vervullen, en het ware hoogst nuttig dat al de verslagen, zoodra zij verschijnen, aan de bladen werden overgemaakt, inzonderheid aan de *nijverheids-* of *handelstijdschriften*.

Zóó zou de Regeering een hoogst gewichtigen dienst bewijzen aan onzen handel en onze *nijverheid*; tevens zou zij het opsporen van nieuwe vertierwegen vergemakkelijken. België is voorzeker door bedrijvige ambtenaren

vertegenwoordigd op het uitgestrekt gebied, waar de economische strijd wordt geleverd, doch die ambtenaren behoeven ook de nijveraars en de handelaars geregeld in te lichten over de behoeften van de vreemde landen. Te dien einde, druk ik den wensch uit, dat de Minister aan al de consuls en vice-consuls eenen omzendbrief zende, waarbij zij zouden verzocht worden, maandelijksche verslagen in te dienen over de behoeften der landen waar zij verblijven. Gezegde verslagen zouden, evenals die van de diplomatische ambtenaren, aan het Handelmuseum worden medegedeeld.

In dat opzicht wordt het Handelmuseum te Brussel door onze nijveraars en handelaars te weinig bezocht. Het zou eene ware beurs van internationaal handel moeten worden. Onze diplomatische en consulaire ambtenaren zouden aan het museum moeten kennis geven van al de markten, die door onzen handel en onze nijverheid moeten veroverd worden. Zij zouden er moeten doen geworden de bestekken van al de aanbestedingen in het buitenland, alsmede van de te sluiten leveringsovereenkomsten.

Het *Bulletin Commercial*, dat elke week uitgegeven wordt onder de bescherming van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, zou veel meer verspreid moeten worden en voorzeker moesten al ouze nijveraars en handelaars zich daarop abonneeren.

Zij zouden ingelicht zijn over de aanbiedingen en vragen tot leveringen in het buitenland. Dat ware hoogst nuttig voor onze nationale nijverheid, die zonder uitvoer niet bestaan kan.

Ruimschoots wordt dit *Bulletin* door het Departement van Buitenlandsche Zaken geldelijk gesteund; daarin kunnen wij het Ministerie slechts aanmoedigen.

De consulaire loopbaan schijnt hoe lang zoo meer gewichtig te worden in ons land.

De beslissing, waarbij de Regeering een post van consul-generaal en een post van consul in de Balkanstaten tot stand brengt, werd reeds algemeen goedgekeurd; wij verzoeken den achtbaren Minister op dien weg voort te gaan, en wij drukken den wensch uit, dat nieuwe posten van vice-consul worden opgericht in Aziatisch Turkije en in Marokko (te Marakech). Naar het schijnt, zal de Europeesche handel zich in deze beide landen eerlang vestigen en uitbreiden. België moet zijn deel hebben in den oogst, dien handel en nijverheid er zullen opdoen.

België is er toe gekomen, door zijne nijverheid, zijnen handel en door de bedrijvigheid zijner landgenooten, eene overwegende plaats in de wereld te veroveren. Wij hebben tot plicht, onzen rang als vijfde wereldnatie te handhaven.

Vóór enkele maanden getroostte ons land zich aanzienlijke opofferingen in mensen en in geld om zijne onafhankelijkheid te vrijwaren; ik ben er van overtuigd, dat de Kaner eensgezind zal zijn om aan de Regeering de noodige middelen te verschaffen, opdat het deze eereplaats kunne behouden.

De Middenafsdeeling richtte verscheidene vragen tot den achtbaren Minister van Buitenlandsche Zaken; hieronder deelen wij de ingekomen antwoorden mee.

VRAAG.

Een lid vraagt op welke wijze de militaire wacht bij het Gezantschap te Peking is samengesteld.

ANTWOORD.

De wacht bij het Belgisch Gezantschap te Peking is samengesteld uit dertig manschappen, waaronder drie onder-officieren. De wacht staat onder het bevel van een officier die den graad van luitenant heeft.

De Middenafdeeling vroeg op welke wijze het krediet, uitgetrokken in artikel 16 van de Begrooting voor 1913, werd uitgekeerd; hieromtrent werd door het Departement van Buitenlandsche Zaken de volgende tabel ingezonden.

AARD VAN DE UITGAVEN.	Bedrag der uitgaven.
Jaarwetten voor beschikbaarheid	18,422.44
Vergoedingen wegens tijdelijke waarneming van diplomatische ambtenaren.	12,194.33
Kosten van de Internationale Conferentie van het Zeerecht	8,917.50
Kosten van verschillende zendingen in het buitenland.	4,639.60
Kosten van de ontvangst, te Antwerpen, der officieren van vreemde schepen	4,170.50
Vergoedingen wegens uitzonderlijken toestand aan andere ambtenaren dan die bij het Hoofdbestuur	3,075 »
Portefeuilles voor verdragen.	383.25
Te zamen. fr.	51,802.62

VRAAG.

Een lid vraagt dat al de consuls Vlaamsch zouden kunnen spreken.

ANTWOORD.

De kennis van onze beide landstalen wordt vereischt tot het bekomen van het diploma van licentiaat van den hogeren graad in de handels en consulaire wetenschappen, welk diploma toegang verleent tot de *bezoldigde* consulaire ambten.

Wat de *niet bezoldigde* consuls betreft, tracht het Departement van Buitenlandsche Zaken ze, zooveel mogelijk, te kiezen onder de Belgen, bij voorkeur onder hen die de in België gebruikte talen machtig zijn.

De kennis van de Vlaamsche taal wordt inzonderheid vereischt van de ambtenaren die hun ambt moeten vervullen in de gewesten waar onze landgenooten zich in groot getal vestigen, zoowel in de aangrenzende landen

als in de landen van kolonisatie of vreemde zeehavens waar de Belgische schepen regelmatig aandoen.

Feitelijk, zijn een zeker getal van onze nietbezoldigde consuls in staat om zich van beide landstalen te bedienen ; anderen, in zeer groot getal, hebben hunne kanselarij zoo ingericht dat zij beschikken over medewerkers die in staat zijn om met onze landgenooten briefwisseling te houden in de Vlaamsche taal.

VRAAG.

Het krediet onder n° 44 bedroeg :

In 1912	fr.	150,000
In 1913	fr.	160,000

Voor 1914 wordt 190,000 frank aangevraagd.

Wij verlangen nadere bijzonderheden over de uitkeering van deze kredieten, namelijk, de opgave van de verschillende uitgaven, op dit krediet gedaan in 1912 en in 1913.

ANTWOORD.

In onderstaande tabel wordt de uitkeering van het krediet, uitgetrokken in artikel 14 der begrootingen voor 1912 en 1913, omstandig vermeld.

Het dient te worden gezegd dat de tabel voor 1913, vastgesteld op 6 Februari 1914, noodzakelijkerwijs onvolledig is, daar de rekeningen van het dienstjaar 1913 slechts gesloten worden op 31 October 1914 en al de bewijsstukken van de uitgaven nog niet bij het Departement zijn ingekomen.

Verdeeling van het krediet van 130,000 frank uitgetrokken in artikel 14 der Begroting voor het dienstjaar 1912.

RECHTHEBBENDEN.	Ambt.	Verblijfplaats.	Bedrag van de tegoedkoming.	AANMERKINGEN.
Renoz	Consul-generaal, Buitengewoon gezant en Gevolmachtigd minister.	Buenos-Ayres .	37,000 »	
Pollet	Consul-generaal . .	Londen . . .	4,000 »	Vergoeding.
Bure	—	Moskou . . .	5,500 »	
Ketels	—	Ottawa . . .	2,499.99	
Bourseaux	Vice-Consul beheerder.	Ottawa . . .	166.66	
Boeye	Consul-generaal . .	Kharkow. . .	5,500 »	
Forthomme	—	Johannesburg .	20,000 »	
Janssens	Consul	Hongkong . . .	2,000 »	
Disière	d.d. Consul-generaal.	Tientsin. . .	6,000 »	
Bastin	Consul-generaal . .	Yokohama . . .	3,000 »	
Vanderstichele.	Consul	Rotterdam . . .	1,400 »	
Moulaert	—	Hankow . . .	1,522.22	
Goor	—	Alexandria . . .	750 »	
Verstraeten	Vice-Consul beheerder.	Kobé. . . .	1,000 »	
Dossogne	Consul-generaal . .	Milaan	500 »	
Halewyck	—	Keulen	500 »	
Van Scherpenzeel Thim .	—	Tunis	500 »	
Duckerts	—	Barcelona . . .	1,000 »	
Robyns de Schneldauer .	—	Smyrna	2,500 »	
Smits	Consul	Gothenbourg . .	500 »	
Frère	Consul-generaal . .	Bangkok. . . .	4,000 »	
De Waele	Consul	Nieuw-Orléans .	3,000 »	
Drion	—	San Francisco .	3,000 »	
Cuvelier	—	Bombay	4,000 »	
Le Vionnois	—	La Paz	3,000 »	
Dauge	—	Sydney	2,500 »	
Stadler.	—	Calcutta. . . .	4,000 »	
Franck.	—	Manilla	2,250 »	
Soubre.	Consul-generaal . .	Saint-Paul . . .	3,500 »	
Pollet	—	Londen	3,608.79	Huurprijs der kancelarij.
Dauge	Consul	Sydney	608.84	
de Wouters d'Oplinter	Vice-Consul	Buenos-Ayres .	625 »	Vergoeding.
			129,634.50	
		Niet uitgekeerd.	368.50	
		Te zamen. . .	130,000 »	

Verdeeling van het krediet van 160,000 frank uitgetrokken in artikel 14 der Begrooting voor het dienstjaar 1913.

RECHTHEBBENDEN.	Ambt.	Verblijfsplaats.	Bedrag van de tegemoetkoming.	Aanmerkingen.
Renoz	Consul-generaal. Buitengewoon gezant en Gevolmachtigd Minister.	Buenos-Ayres . . .	37,000 »	
Pollet	Consul-generaal . . .	Londen . . .	4,000 »	Vergoeding.
Bure	—	Moskou . . .	6,666.66	
Boeye	—	Kharkow . . .	6,000 »	
Forihomme	—	Johannesburg . .	20,000 »	
Disière	—	Tientsin . . .	4,500 »	
Van Cutsem	Vice-consul . . .	Id. . . .	1,250 »	
Dauge	d.d. consul-generaal.	Id. . . .	250 »	Verdeeling van de vergoeding van 6,000 frank, toegekend aan den post van Tientsin, onder twee titularissen en een tijdelijken ambtenaar.
Bastin	Consul-generaal . .	Yokohama . . .	2,000 »	
Robyns de Schneidauer . . .	—	Smyrna . . .	2,000 »	
Frère	—	Bangkok . . .	4,000 »	
Soubre	—	Saint-Paul . . .	4,500 »	Verdeeling van de vergoeding van 6,000 fr., toegekend aan den post van Saint-Paul, tusschen twee titularissen.
Le Vionnois	—	Id. . . .	1,500 »	
Janssens	d. d. consul-generaal.	Hongkong . . .	2,000 »	
De Waele	Consul	Nieuw-Orléans . .	3,000 »	
Drion	—	San Francisco . .	3,000 »	
Cuvelier	—	Bombay . . .	4,000 »	
Dauge	—	Sydney . . .	2,291.66	11 maanden éener vergoeding van 2,500 frank.
Stadler	—	Bombay . . .	4,000 »	
Franck	—	Manilla . . .	3,000 »	
Petrement	Vice-consul . . .	La Paz . . .	3,000 »	Tusschentijdige ambtenaren van den post.
Knight	Vice-consul beheerder	Rotterdam . . .	900 »	
Huylebroeck	Consul-generaal . .	Id. . . .	900 »	Verdeeling van de vergoeding van 1,800 frank toegekend aan den post van Rotterdam.
Ketels	Zaakgelastigde . .	Montevideo . . .	6,000 »	
Bourseaux	Vice-consul beheerder	Ottawa . . .	333.33	
Goor	Consul-generaal . .	Id. . . .	4,083.33	
Van Haute	Consul	Hankow . . .	2,000 »	
Feguenne	Vice-consul beheerder	Id. . . .	4,666.66	
Guislain	Consul-generaal . .	Lima . . .	4,466.66	
Van Scherpenzeel Thim . . .	—	Tunis . . .	425 »	
Pollet	—	Londen . . .	3,707.37	Huurprijs van de kancelarij.
Van Schendel	Vice-consul beheerder	Batavia . . .	3,000 »	
			144,840.67	
			48,459.33	
		Te zamen:	160,000 »	

Niet uitgekeerd op 6 Februari 1914:

Te zamen:

VRAAG.

Door een lid werd gevraagd of de Regeering van plan is, het zoo voordeelig stelsel van dienstwisseling, reeds ingevoerd onder de ambtenaren van het Hoofdbestuur en van den buitendienst, algemeen te maken.

ANTWOORD.

De Regeering stelt zich voor, de dienstwisseling tusschen ambtenaren van het Hoofdbestuur en ambtenaren van den buitendienst, zooveel mogelijk te bevorderen. Reeds ging zij dien weg op door het toevoegen aan het Departement van ambtenaren die behooren tot den diplomatischen of consulairen dienst en door het zenden, naar het buitenland, van verscheidene ambtenaren met den titel van consul of consul-generaal. Het organiek reglement van het consulaatwezen bepaalt, overigens, dat de consuls kunnen benoemd worden onder de ambtenaren van de Handelsafdeeling en van de consulaten die, gedurende ten minste zes jaar, het ambt van bureeloverste of hogere ambten hebben vervuld.

In beginsel is het Departement van Buitenlandsche Zaken geneigd, dien maatregel uit te strekken tot het diplomatisch korps, in zooverre de omstandigheden het zullen toelaten; doch, alvorens het reglement in dien zin te wijzigen en de gelijkwaardigheid van beide loopbanen aan te nemen, verlangt zij na te gaan welke de gevolgen zullen zijn van den maatregel aangenomen voor de consuls.

Het Departement zal ook, telkens als het nut daarvan zal zijn bewezen, ambtenaren van den binnendienst belasten met eene voorloopige zending in het buitenland om de Ministers bij te staan in de onderhandelingen betreffende de verdragen of om het personeel der gezantschappen in sommige gevallen te versterken.

Een lid vroeg dat er meer zou worden gedaan om de militiplichtigen naar hun vaderland terug te brengen. Die wensch werd overgemaakt aan den Minister van Buitenlandsche Zaken, die de volgende inlichtingen heeft verstrekt:

« Ik ben het eens met mijn achtbaren collega den Minister van Binnenlandsche Zaken, om de aandacht te vestigen op de volgende bepalingen der militiewet :

» 1º De jongelingen, die den leeftijd voor de militie hebben bereikt en zich in den vreemde bevinden, kunnen, zonderin het land terug te keeren, hunne redenen tot vrijstelling wegens moreele oorzaken doen gelden;

» 2º Daarentegen eischt de tegenwoordige wet de verschijning, voor den Geschiktheidsraad, van al de ingeschrevenen, die niet wegens moreele redenen zijn vrijgesteld; hij, die niet verschijnt, wordt als nalatige beschouwd. Hoofdzakelijk dient te worden opgemerkt dat de toestand dier jongelingen, die nalatigen werden verklaard omdat zij, wegens geld-gebrek, in het Rijk niet konden terugkeeren, volstrekt niet definitief is.

« Inderdaad, zoohaast zij in België terug zijn, kunnen zij voor de geding-

» beslissende rechtsmacht de redenen tot verontschuldiging van hunne
 » niet-verschijning geven. In dat opzicht zijn bedoelde rechtsmachten
 » lang niet streng en daarenboven, werd zelfs het beroep dier militieplich-
 » tigen verworpen, zou de Koning, op voorstel van den Minister van Binnen-
 » landsche Zaken, ze kunnen gelijkstellen met de gewone militieplichtigen.
 » Feitelijk zal niemand onder de wapens worden geroepen, indien hij niet
 » voor den dienst geschikt wordt bevonden.
 » Insgelijks zal niemand met eenige straf worden getroffen, zoo de nalatig-
 » heid inderdaad voortspruit uit feiten, onafhankelijk van zynen wil.
 » Door dit gunststelsel stelt de wet dus eene wezenlijke schorsing van de
 » inlijving in, zooals het in andere landen bestaat.
 » Hetzelfde geldt overigens voor de jongelingen die niet slechts nalati-
 » gen, maar zelfs weerspannigen zijn, omdat zij zich de moeite niet
 » getroostten om zich als militieplichtigen te doen inschrijven.
 » Het schijnt overdreven dat men verder zou gaan, bijvoorbeeld door toe
 » te laten getuigschriften van ongeschiktheid te vertoonen, uitgaande van
 » vreemde geneesheeren, wanneer de wet haar vertrouwen niet stelt in
 » gelijke getuigschriften, door Belgische geneesheeren afgeleverd. »

Het verslag werd in de Middenasdeeling goedgekeurd met 3 stemmen en
 1 onthouding.

De Verslaggever,

V^e JEAN DE JONGHE D'ARDOYE.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.

